

Septembre 2021

Appel à projets 2021

« Un tiers-lieu dans mon EHPAD »

Financé par



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*




Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

Sommaire

Introduction	31
Les projets attendus	42
Critères d'éligibilité	
62.Nature des projets éligibles	61.Nature des porteurs de projet
74.Inéligibilités	73.Nature des dépenses éligibles
Cadrage financier	83
Évaluation	94
Procédure d'instruction	105
102.Instruction de la demande	101.Constitution d'un dossier
13	113.Calendrier récapitulatif

Introduction

Le plan d'aide à l'investissement du Ségur, dont les orientations ont été posées par la circulaire du Premier ministre du 10 mars 2021, consacre 1,5 milliard d'euros sur 4 ans aux solutions pour les personnes âgées (voir détails dans l'encadré page 12). Cet investissement massif intervient à un moment où survient une transition démographique sans précédent en France, avec la génération du « baby-boom » touchée par le risque de perte d'autonomie. La crise sanitaire ayant mis en lumière les vulnérabilités et les limites de notre modèle d'accompagnement actuel, les attentes de la société française sont plus élevées que jamais.

L'ambition de déstigmatisation et d'ouverture des établissements suppose une réflexion approfondie sur les moyens de réellement faire vivre **ensemble** et non **pas côte à côte** différents publics et différents usages des lieux.

Le présent appel à projets s'inscrit donc dans un objectif global d'amélioration de l'offre, en résonnance avec les initiatives de transformation de l'EHPAD qui ont fleuri durant la période covid afin de trouver des solutions à l'isolement social des résidents. L'objectif est d'aider le personnel, les résidents de l'EHPAD et leurs proches à s'ouvrir sur l'extérieur.

Concrètement, la CNSA souhaite promouvoir les leviers qui permettront aux résidents d'« habiter » davantage le lieu où ils résident. À ce titre, elle encourage les gestionnaires d'EHPAD à ouvrir et à valoriser leur établissement sur le territoire en inventant avec les riverains et autres acteurs locaux des activités et services qui favorisent le lien social.

Qu'entend-on par « tiers-lieux » ?

Lieu de sociabilité, ni travail, ni domicile, le tiers-lieu est d'abord un espace de rencontres et d'échanges. Ouvert sur le monde, il s'apparente à une seconde « place du village ». Le tiers-lieu est un espace de possibles, mis à la disposition d'un ensemble de personnes aux profils divers ; autant d'acteurs dont les compétences sont valorisées.

Le tiers-lieu est de nature contributive : il est fondé sur la diversité, la réciprocité et le « faire ensemble ». On ne vient pas simplement y consommer un service, une animation, une activité, mais on participe à son élaboration, à la mesure de ses capacités. Son élaboration et son animation requièrent donc une organisation partagée, qui repose sur un collectif.

Un tiers-lieu dans un EHPAD, dans quel but ?

La création d'un tiers-lieu en EHPAD vise à promouvoir une démarche d'ouverture et de liens. Démarche basée sur la prise d'initiative, l'envie, l'inventivité mais aussi sur la reconnaissance du pouvoir d'agir des personnes âgées.

Il vise à rendre intéressante et attractive la fréquentation de l'EHPAD du quartier par les habitants de tous âges.

Pour les résidents, ce doit être une occasion de tisser des liens avec les habitants du quartier au sein même de leur lieu de vie.

Le tiers-lieu n'a donc pas de fonction sanitaire. Il n'a pas vocation à n'être qu'une salle polyvalente pour accueillir les ateliers et animations destinés aux seuls résidents de l'EHPAD, ni à être mis à la simple disposition des clubs et associations du quartier pour leur activité habituelle.

L'idée, c'est de co-construire un esprit "tiers lieu" : d'inventer un espace d'un genre nouveau, hybride, où les personnes âgées ont la possibilité d'être actrices dans un lieu ouvert à toutes les générations.

Le tiers-lieu est un *état d'esprit* avant d'être un lieu physique.

1 Les projets attendus

Le but de cet appel à projets est de promouvoir et de soutenir, au sein des établissements, des initiatives d'ouverture sur le quartier. Le tiers-lieu, co-construit avec des habitants, insuffle de nouvelles modalités de rencontres et d'actions. Ce lieu citoyen, convivial, intergénérationnel, constitue alors un espace de liberté et de lien où peut naître l'inattendu.

- **Pour que votre projet soit financé, il vous faudra :**
 - Imaginer un projet de tiers lieu convivial, citoyen, intergénérationnel basé sur la rencontre et le « faire-ensemble » ;
 - L'inscrire dans une démarche de développement social local (voir encadré ci-dessous) ;
 - L'élaborer en lien avec un ou plusieurs acteurs du territoire pour créer les conditions d'un véritable projet commun local et d'une animation partagée de l'espace « tiers-lieux » ;
 - Prévoir une véritable participation des parties prenantes dans la conception et l'animation du lieu, en visant la plus grande diversité possible : habitants et acteurs du quartier, résidents de l'EHPAD (et leurs proches), professionnels, commerçants, étudiants... C'est la garantie de « l'esprit tiers-lieu » ;
 - Prévoir l'aménagement d'un lieu dans l'établissement accessible par des personnes extérieures à l'établissement.

Développement social local (DSL) :

Modalité d'intervention collective sur un territoire donné, qui mobilise divers acteurs locaux et diverses ressources, afin d'organiser l'expression d'un pouvoir d'agir citoyen et partenarial autour d'actions concrètes de lien et de solidarité.

Vous avez une bonne idée, une équipe partante, mais la notion de tiers-lieu est encore un peu obscure pour vous ?

- Rendez-vous sur le site <https://francetierslieux.fr/>
Vous y trouverez une définition et de multiples exemples de tiers-lieux ainsi que des ressources et outils.

Vous ne disposez pas **de ressource en interne** pour construire votre **démarche** ?

Pas de panique !

- Prenez contact avec les lieux ressources dédiés à l'accompagnement de l'émergence de tiers-lieu en région : **les réseaux régionaux**
<https://francetierslieux.fr/formation/reseaux-regionaux/>
Plus près de chez vous, vous pouvez aussi vous appuyer sur les structures labellisées « fabriques de territoire » : <https://societenumerique.gouv.fr/tierslieux/>

Pour vous la mise en œuvre, vous pouvez :

- Vous appuyer sur des acteurs et partenaires locaux qui sont familiers avec la démarche (tiers lieux existants, centres sociaux, collectifs citoyens...) ;
- Recruter pour la durée du projet une personne chargée de l'ingénierie de projet et d'animation partenariale ;
- Choisir de vous faire accompagner par une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage (*les réseaux régionaux peuvent vous mettre en relation avec des structures qui proposent ce genre de prestation*).

Ces dépenses peuvent être prises en charge dans le cadre du présent appel à projets.

Pour aller plus loin

- **Lundi 27 septembre** à 16h > **Webinaire : qu'est-ce qu'un tiers-lieu ?** *En partenariat avec France Tiers-Lieux, nous donnerons des exemples, des conseils pour mieux comprendre l'esprit tiers-lieu.*
<https://us06web.zoom.us/j/88503738066>
- **Mardi 28 septembre** à 14h > **Visio-rencontre sur l'appel à projets tiers-lieux.** *Nous répondrons en direct à toutes les questions des EHPAD intéressés par l'appel à projets.*
<https://us06web.zoom.us/j/82451003754>

2 Critères d'éligibilité

1. Nature des porteurs de projet

- **Tout projet doit être par-te-na-rial !**
 - Il doit être déposé par **un EHPAD** (ou son organisme gestionnaire) dont au moins 50% des places sont habilitées à l'aide sociale. Celui-ci sera seul destinataire de la subvention et tenu responsable de la bonne exécution du projet.
 - Il doit impliquer obligatoirement un ou plusieurs partenaires locaux. Publics ou privés, ces acteurs locaux prennent une part active au projet, de sa conception à son animation (CCAS, tiers-lieux voisins, centre social, association, régie de quartier, commerçant...).

La candidature commune devra se manifester par une lettre d'engagement du ou des partenaires vis-à-vis de l'EHPAD (ou de son organisme gestionnaire).

2. Nature des projets éligibles

Un projet de tiers-lieu éligible se compose d'une partie projet social – imaginé avec un ou plusieurs partenaires locaux **et** d'un volet d'aménagement de lieu (travaux et/ou équipement d'un bâtiment ou d'un jardin).

2.1 Sur la partie projet social

- **Pour être éligibles, les projets devront obligatoirement :**
 - Accueillir des activités ouvertes à un public non exclusivement résident de l'EHPAD ;
 - Viser l'inclusion sociale et intergénérationnelle des personnes âgées
 - Être co-construits grâce à la participation des futurs usagers du lieu : résidents, riverains, aidants, professionnels, etc. ;
 - Prévoir une gouvernance partagée du lieu entre l'EHPAD et les partenaires identifiés, ainsi qu'une participation active des citoyens dans l'animation ;
 - Viser une réalisation concrète avant le 31 décembre 2022.

Ces conditions doivent être cumulées.

2.2 Sur la partie implantation du tiers-lieu (bâtimentaire et paysager)

- **Sont éligibles les projets destinés à financer les opérations de travaux suivantes :**
 - La restructuration, la conception, l'aménagement et/ou la mise aux normes de la partie de l'EHPAD dédiée au tiers-lieu ;
 - Les travaux visant à faciliter l'accès direct par l'extérieur de la partie de l'EHPAD dédiée au tiers-lieu ;
 - L'équipement du tiers-lieu.

Ces dépenses sont cumulables.

3. Nature des dépenses éligibles

3.1 Prestations intellectuelles et de service

- **Sont finançables :**

- L'ingénierie de projet ;
 - Les prestations de développement social local permettant de structurer le projet de tiers-lieu (design social, organisation des partenariats, dispositifs de participation...) ;
 - La conception du programme nécessaire à l'animation du lieu ;
 - Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux à réaliser.
-

NB : Pour pouvoir solliciter le financement d'une prestation d'AMO pour les travaux, il faut solliciter également le financement d'une opération de travaux de restructuration.

3.2 Travaux

- **Sont finançables :**

- Tout ou partie des travaux visant la conception, la restructuration, l'aménagement et/ou la mise aux normes de la partie de l'EHPAD dédiée au tiers-lieu ainsi que son ouverture vers l'extérieur ;
 - L'équipement du tiers-lieu.
-

À NOTER

Les opérations financées doivent se faire au profit du lieu pressenti pour accueillir le tiers-lieu, qui doit être dans l'EHPAD, entendu comme sous sa gestion directe dans une unité foncière unique (bâtiment, jardin... constitutif de l'EHPAD).

Toute prestation financée (travaux, AMO, développement social local ou équipements) doit se concrétiser avant le 31 décembre 2022.

Les projets de tiers-lieux pourront générer des recettes afin d'assurer une pérennisation d'un modèle économique durable :

- Pour l'EHPAD par la location du tiers-lieu ou par l'activité qui s'y déroulera
- Pour un des partenaires du projet par l'activité qui s'y déroulera dans le cadre notamment d'une offre de services etc.

4. Inéligibilités

- **Ne sont pas éligibles les projets suivants :**

- Les projets de tiers-lieux à l'extérieur de l'unité foncière de l'EHPAD ;
- Les projets non ouverts sur l'extérieur ou servant de locaux administratifs ;
- Les projets visant à accueillir exclusivement un service ou une action sanitaire ou médico-sociale. En effet, le tiers-lieu n'a pas vocation à se substituer à des actions récurrentes de prévention et de soin.
- Les projets portés par des EHPAD dont moins de la moitié des places sont habilitées à l'aide sociale ;
- Les projets ne comportant pas les deux volets : social et bâtimentaire/aménagement.

NB : la CNSA ne financera pas des projets qui ne comportent aucune intervention sur le bâti, car il a pour objectif d'ouvrir un espace de l'EHPAD vers l'extérieur. Si des travaux de restructuration ne sont pas nécessaires, il faut à minima que le projet prévoie l'aménagement et l'équipement du tiers- lieu.

- **Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :**

- Les opérations de travaux et les AMO pour lesquelles un ordre de service a été délivré avant la décision attributive de subvention. Il en est de même pour les achats d'équipements ;
 - Les dépenses de personnel déjà financées dans le cadre du fonctionnement classique de l'EHPAD ;
 - Les coûts d'acquisition foncière et immobilière ;
 - Les travaux d'entretien courant incombant au propriétaire ou au gestionnaire.
-

3 Cadrage financier

Le présent AAP est doté d'un montant total de **3 millions d'€** en 2021.

Participation de la CNSA

La contribution de la subvention de la CNSA est de 80% maximum du coût total HT, du coût total du projet sans distinction travaux, équipement ou prestation intellectuelle ou d'accompagnement.

Son montant minimal est de 25 000 € et son montant maximal de 150 000 €.

Il s'agit d'une aide unique qui doit être engagée avant le 31 décembre 2022.

- **Nota bene**

Cette subvention est cumulable avec les autres issues du Ségur de la Santé pour le médico-social (plan d'aide à l'investissement, appel à projets du quotidien), mais également avec les financements d'autres acteurs, y compris l'autofinancement.

L'appel à projets « Un tiers-lieu dans mon EHPAD » fait partie des mesures de France Relance ayant vocation à être remboursées par l'Union Européenne via la « Facilité pour la reprise et la résilience » (FRR). Votre attention est attirée sur l'incompatibilité de la FRR avec d'autres aides issues des Fonds européens structurels et d'investissement, notamment le FEDER.

4 Évaluation

Les projets retenus feront l'objet d'une **évaluation nationale** portée par un évaluateur externe choisi et financé par la CNSA.

Les porteurs de projets s'engagent à se conformer au protocole d'évaluation qui sera élaboré afin de mesurer l'impact de la démarche de tiers lieux sur l'ouverture de l'EHPAD.

5 Procédure d'instruction

1. Constitution d'un dossier

Le dossier à remplir est [téléchargeable sur le site de la CNSA](#) et disponible auprès de votre ARS.

Tout dossier doit contenir le descriptif du projet daté et signé par l'EHPAD ou son organisme gestionnaire, avec budget et calendrier prévisionnels, ainsi que les pièces suivantes :

Pièces obligatoires :

- Devis des travaux
- Devis pour les prestations en AMO (le cas échéant)
- Lettre d'engagement des partenaires
- Délégation de signature du signataire
- Arrêté d'autorisation de l'établissement
- IBAN (en cas de trésorerie générale, joindre une attestation de la trésorerie faisant apparaître le nom du titulaire du compte)

+

Pour les établissements publics :

- délibération du conseil d'administration approuvant le projet

Pour les associations :

- copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture
- statuts

Pour les sociétés commerciales :

- extrait du Kbis,
- inscription au registre du commerce

Pièces pouvant être jointes au dossier (facultatif) :

Vous pouvez adjoindre votre dernier rapport d'activité ainsi que des photos, afin de permettre au jury de se faire une idée de l'environnement du projet.

Un avis formalisé du Conseil de Vie Social (CVS) sur le projet serait un plus.

2. Dépôt des dossiers

Le porteur de projet doit envoyer son dossier de candidature avant le **8 novembre 2021** à midi (délais de rigueur) par **e-mail** à son agence régionale de santé (ARS) aux adresses suivantes :

AUVERGNE-RHONE ALPES	ars-ara-da-projets-immobiliers@ars.sante.fr
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	ars-bsc-dcpt-dd21@ars.sante.fr
BRETAGNE	ars-bretagne-esms-pa@ars.sante.fr
CENTRE VAL DE LOIRE	ARS-CVL-DIRECTION-MEDICO-SOCIALE@ars.sante.fr
CORSE	ARS-CORSE-MEDICO-SOCIAL@ars.sante.fr
GRAND EST	Ar-grandest-da-efficiency-medico-sociale@ars.sante.fr
GUADELOUPE	ars971-medico-social@ars.sante.fr
GUYANE	ars-guyane-autonomie@ars.sante.fr
HAUTS DE FRANCE	ARS-HDF-DOMS-INVESTISSEMENT@ARS.SANTE.FR
ILE DE FRANCE	ARS-IDF-DA-TIERSLIEUX@ars.sante.fr
MARTINIQUE	ARS-MARTINIQUE-OFFRE-MEDICO-SOCIALE@ars.sante.fr
NOUVELLE AQUITAINE	ars-na-dosa-autonomie@ars.sante.fr
NORMANDIE	ars-normandie-direction-autonomie@ars.sante.fr
OCCITANIE	ars-oc-dosa-medico-soc@ars.sante.fr
REUNION	ars-reunion-datps@ars.sante.fr
PAYS DE LA LOIRE	ars-pdl-dosa-inv@ars.sante.fr
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	ars-paca-doms@ars.sante.fr

3. Instruction de la demande

L'ARS instruit l'ensemble des demandes de son territoire. Elle vérifie l'éligibilité des projets et sélectionne les plus prometteurs, en appréciant la qualité des propositions au regard du territoire.

Chacune des ARS fait ensuite remonter ses dossiers sélectionnés à la CNSA.

La CNSA fait alors étudier les demandes par le Laboratoire des solutions de demain qui classe les dossiers de chaque ARS par ordre de préférence selon les critères suivants :

- Originalité du projet
- Solidité et durabilité du projet
- Diversité et intérêt du partenariat du territoire
- Modalités de participation des parties prenantes
- Cohérence des travaux proposés avec l'activité du tiers-lieu

Laboratoire des solutions de demain (LSD)

Ce Lab d'innovation publique, animé par la CNSA, est chargé d'imaginer les nouvelles formes d'habitat pour les personnes âgées en perte d'autonomie, dans une démarche collaborative, fondée sur la co-construction et l'intelligence collective. Il a pour mission de produire des outils et recommandations pour guider le volet médico-social des crédits d'investissement du Ségur de la santé. Il est composé de membres issus du monde de l'architecture et de la construction, de l'innovation et de la recherche, de la gestion d'établissements et du monde du soin, ainsi que des personnes représentatives du secteur.

La CNSA arrête la liste finale des projets retenus en garantissant un nombre minimal de projets financés par ARS. La liste des projets lauréats est mise en ligne sur le site de la CNSA et des ARS la première quinzaine de décembre 2021.

Une convention est ensuite signée entre la CNSA et l'EHPAD ou son organisme gestionnaire. Le premier versement intervient à la signature de la convention dès janvier 2022.

● **Le rythme de versement est le suivant :**

- 80% à la signature de la convention
- 20% à la réception par la CNSA de tous les documents justifiant de la réalisation du projet : attestation définitive de fin de travaux, factures acquittées d'AMO et/ou d'équipement, attestation de fin d'embauche...

● **Lorsqu'à l'achèvement du projet, la dépense subventionnable s'avère inférieure au montant estimé en début d'opération :**

- La subvention est maintenue si le taux de financement appliqué au montant de la dépense subventionnable actualisé reste inférieur à 80% ;
 - La subvention est diminuée par application du taux de financement maximal de 80% au montant de la dépense subventionnable actualisé si le taux de financement initial dépasse ce seuil plafond.
-

3. Calendrier récapitulatif

Phase	Dates	Délais
Lancement de l'appel à projets	10/09/2021	
Période de dépôt des projets	Du 10/09/2021 Au 08/11/2021	2 mois
Instruction par les ARS	Du 08/11/2021 Au 26/11/2021	3 semaines
Jury de sélection issu du Laboratoire des solutions de demain	Du 29/11/2021 Au 03/12/2021	1 semaine
Décision d'attribution finale et publication des résultats	Semaine du 6 décembre	
Notifications	Avant le 20 décembre 2021	
Conventionnement/ 1 ^{er} versement	Janvier 2022	
Déroulement des projets	Janvier 2022 – Décembre 2022	12 mois

Le Ségur de la Santé prévoit un ambitieux plan d'aide à l'investissement dans le secteur médico-social doté de 2,1 milliards d'euros sur la période 2021-2025 : **1,5 milliard d'euros pour les opérations immobilières et mobilières ainsi que 600 millions d'euros pour les projets numériques.**

Le soutien à l'investissement immobilier permettra de créer, rénover ou transformer des établissements médico-sociaux, majoritairement des établissements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), mais aussi des résidences autonomie, de développer les tiers-lieux dans les EHPAD ou de soutenir les petits investissements du quotidien qui améliorent la qualité de vie des résidents et les conditions de travail des équipes. Le soutien à l'investissement numérique vise à moderniser la gestion des dossiers des usagers des établissements et services sociaux et médico-sociaux grâce au partage d'informations entre professionnels, à l'intégration des outils de coordination du « virage numérique en santé »...

www.cnsa.fr

www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr

www.monparcourshandicap.gouv.fr

CNSA
66, avenue du Maine – 75682 Paris cedex 14
Tél. : 01 53 91 28 00 – contact@cnsa.fr